



Motion du 14^e congrès

Pour la paix

En ce moment même, selon une estimation de la Banque Mondiale, 23 pays et 850 millions de personnes font face à un conflit de moyenne ou de forte intensité, provoquant des flux massifs de réfugié·es et le déplacement de force de plusieurs millions de personnes. Yemen, Mali, Palestine, Ukraine, Soudan, Rojava... : les guerres se généralisent et s'intensifient.

Écoles, hôpitaux, habitations et infrastructures sont bombardé·es. Et dans toutes ces guerres, les femmes paient un tribut particulièrement lourd, du fait du viol utilisé comme arme de guerre.

En Europe, la propagande de guerre a envahi tous les médias tandis que les droits démocratiques et les libertés sont attaqué·es. Lorsque le président Emmanuel Macron déclare que « la France et l'Union Européenne sont entrées dans une économie de guerre dans laquelle nous allons durablement devoir nous adapter », il sous-entend que ce sera aux travailleur·ses de payer la grave crise que traverse le capitalisme tout en donnant des gages aux profiteuse·s de guerre. Et en effet, les profits des capitalistes explosent ces dernières années.

Résolument dans le camp de la paix, la FERC CGT :

- condamne toute forme d'agression envers les peuples souverains
- exige le départ des troupes militaires françaises, notamment ses troupes néo-coloniales basées en Afrique
- exige le cantonnement des forces armées à l'intérieur des frontières et vouées uniquement à la défense du territoire
- exige que la France cesse de participer, sous quelle que bannière que ce soit, à toute sorte d'opérations extraterritoriales
- exige le retrait du projet de loi de programmation militaire de 413 milliards d'Euros et l'investissement de cette somme dans l'éducation, la santé, la recherche, les services publics...

Seule la paix est porteuse de progrès social.

Saint Pierre de Quiberon, 26 mai 2023